

la conquête des marchés, c'est le pays disposant de talents de tout premier ordre et des moyens financiers nécessaires qui l'emportera.

Manifestement, les États-Unis dominent la scène et nous avons la chance de les avoir pour voisins. Nous pouvons nous associer à eux, tout en conservant notre dignité et notre indépendance. Il n'est pas deux autres pays au monde qui aient tant en commun dans les domaines de la culture, de l'économie, de la politique et de la race. A ceux qui continuent à agiter l'épouvantail de la propriété américaine, je ferai remarquer que nous avons une politique fiscale et budgétaire capable de remédier aux iniquités et aux effets néfastes des investissements américains. Les partisans du nationalisme économique n'envisagent les investissements américains qu'en terme pécuniaires au lieu de ce que ces investissements nous apportent dans les domaines de la recherche et du développement. Or les investissements américains, c'est surtout cela, de même que des emplois pour des centaines de milliers de Canadiens.

Nous vivons dans un monde où la concurrence se fait de plus en plus âpre et cette concurrence est le fait de pays qui bénéficient des capitaux et des connaissances scientifiques américaines. Ce qui coûte le plus cher au monde, c'est la recherche et le développement scientifiques, et le fait est que nous ne saurions les trouver ailleurs. Les nationalistes économiques ne nous parlent jamais de ce que coûtent l'achat et l'octroi des brevets américains qui s'introduisent actuellement au Canada par l'entremise des filiales américaines.

• (1710)

Certains députés d'en face disent que nous avons l'argent et la technologie. C'est peut-être vrai, dans une certaine mesure, mais surtout grâce à la présence américaine. Si nous adoptons des politiques destinées à faire suivre au Canada et aux États-Unis deux voies distinctes, l'écart technologique ira grandissant chaque année. Quiconque donne à entendre que des centaines de milliers de Canadiens le veulent, qu'ils sont prêts à sacrifier leur niveau de vie pour racheter le Canada, se leurre.

On dit que l'intérêt personnel est le mobile essentiel de la conduite humaine sur les plans politique et économique. Au fond, c'est le ressort moteur derrière notre développement technologique. Les cœurs vaillants, les armes émoussées d'aujourd'hui appartiennent à ceux qui n'hésitent pas à faire des sacrifices pour aller de l'avant dans une poussée constante à l'assaut de nouvelles connaissances. Ni le patronat ni le salariat ne sont prêts à accepter une baisse du niveau de vie pour des raisons strictement sentimentales. Où sont ces milliers de Canadiens? Je puis vous le dire: ils sont assis à gagner de gros appointements à même les deniers publics en se piquant d'être les seuls qui peuvent vraiment sonder le cœur du Canada.

Le Canadien moyen ne vit pas dans la crainte de la culture ou de la domination des États-Unis. Les nationalistes économiques se leurrent sur l'état d'esprit du peuple canadien. Il est absurde de prétendre que la Chambre est sous la domination américaine. Je n'ai vu aucune domination du genre dans notre décision d'adopter la loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques. Les États-Unis ne sont pas intervenus dans notre décision de réduire nos forces de moitié à l'OTAN, ni dans notre décision de dévaluer et plus tard de laisser fluctuer le dollar canadien. De fait, en 1967, je les ai vus aider le Canada à soutenir son dollar.

Je n'ai vu aucune domination, mais j'ai vu le souci que les É.-U. se sont fait de notre économie en 1963 lorsque le

Canada fut le seul pays au monde auquel ils accordèrent une exemption de la taxe de péréquation des intérêts du président Kennedy. Je n'ai constaté aucune domination lorsque les États-Unis ont conclu avec nous en 1959 un accord sur le partage de la défense qui nous a aidé à améliorer notre balance des paiements. Je n'ai constaté aucune domination lorsque les États-Unis ont approuvé l'accord sur l'automobile en 1965, même s'il influait sur leur balance des paiements. Le contraire s'est habituellement produit. Lorsque les États-Unis imposait une restriction qui pouvait léser notre économie, nous invoquions nos relations spéciales pour en être exemptés.

Depuis 18 mois, nous attendons la publication d'une étude désignée sous le nom de rapport Gray. D'après les nouvelles publiées dans les journaux, le rapport recommandera au gouvernement d'établir une agence de surveillance chargée de transmettre les propositions concernant les placements étrangers et dotée du pouvoir de bloquer ces placements et ces prises de possession étrangères ainsi que les accords sur les octrois de permis. L'établissement de cette agence de surveillance offre des avantages populaires évidents, mais il comporte aussi de nombreux inconvénients pratiques. Les décisions de cette agence ou de cette commission prendront du temps qui est un élément d'importance capitale lorsque les sociétés veulent agir efficacement. L'ingérence bureaucratique naturelle créera de l'incertitude et de la confusion. Le nombre d'acheteurs sera réduit et le prix de vente des industries en cause en souffrira. Elle constituera un dispositif naturel de sondage qui permettra aux économistes nationalistes et autres groupes de pression d'écarter la concurrence au Canada. Mais ce qui est encore plus dangereux, cette commission pourrait être utilisée pour favoriser l'expansion régionale. Tout cela est radicalement incompatible avec la conclusion du rapport de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier publié en 1964 et qui affirmait que nous devons prendre garde aux initiatives qui pourraient atténuer et amoindrir la concurrence.

Ce nationalisme économique nourrit simplement les esprits et non les estomacs. La richesse d'un pays se trouve en réalité dans sa productivité. Si les capitaux américains engagés ici sont détournés ailleurs, cela signifie simplement qu'ils serviront à produire des biens qui livreront concurrence aux nôtres.

Nous classons mal nos priorités. Si nous passions plus de temps à trouver des stimulants pour l'industrie qui attireraient à la fois les investissements canadiens et étrangers plutôt que nous en consacrons à élaborer de nouvelles lois pour la création d'une bureaucratie réglementaire comme un organisme de surveillance, nous poursuivrions une politique économique plus avantageuse.

Il semble, en réalité que le nationalisme économique le plus effréné survienne au moment le plus inopportun. Le Conseil économique a prédit qu'il faudra créer, pour chacune des cinq prochaines années, 300,000 emplois afin de réduire le chômage à 4 p. 100. Cela suppose de nouveaux investissements égalant le produit national brut de 1968 de plus de \$70 milliards. Cette somme dépasse de loin l'actif global de tout le système bancaire canadien.

Les améliorations à apporter sont nombreuses. Nous pouvons étudier la présence américaine au Canada et imiter leurs talents administratifs, financiers et leur esprit d'initiative, ou nous pouvons prêter l'oreille aux nationalistes économiques et assister à l'érosion de notre esprit d'entreprise et au déclin de notre confiance en nous-